



NOTRE **EXPERTISE**
VOTRE **RÉUSSITE**

SE DIFFÉRENCIER SUR LES MARCHÉS EN ÉTANT ATTENTIF AUX EXIGENCES D'ACHAT RESPONSABLE DES DONNEURS D'ORDRES

Ministère de l'Économie,
de la Science et de l'Innovation





NOTRE **EXPERTISE**
VOTRE **RÉUSSITE**

SE DIFFÉRENCIER SUR LES MARCHÉS EN ÉTANT ATTENTIF AUX EXIGENCES D'ACHAT RESPONSABLE DES DONNEURS D'ORDRES

Ministère de l'Économie,
de la Science et de l'Innovation

Ce guide a été élaboré par l'Espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR) en collaboration avec ses membres pour le compte du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI).

Ce document vous concerne-t-il?

Petite ou moyenne entreprise, vous voulez assurer votre compétitivité sur les marchés. Pour cela, vous devez connaître les exigences environnementales, sociales et économiques qui font dorénavant partie des critères d'achat des grands donneurs d'ordres. Voici ce que vous trouverez ici :

- Un portrait de la place qu'occupe l'achat responsable chez les donneurs d'ordres du Québec, du Canada et d'ailleurs dans le monde.
- Les questions pour évaluer si votre entreprise est concernée par l'achat responsable.
- Des pistes pour savoir où trouver les exigences d'achat responsable.
- Les pratiques utilisées et les mots clés pour les nommer.
- Les produits et services visés, et les critères d'achat et certifications de développement durable les plus utilisés.

1. ACHAT RESPONSABLE DES DONNEURS D'ORDRES : UNE TENDANCE QUI VA DURER

Les grandes entreprises, sociétés d'État et organisations publiques du Québec intègrent peu à peu de nouveaux critères environnementaux, sociaux et économiques à leurs critères traditionnels d'achat. Cette intégration du développement durable aux processus d'achat des donneurs d'ordres porte un nom : l'achat responsable¹. Selon Daniel Lussier, chef de la division Approvisionnement à la Société de transport de Montréal (STM) et président de l'[ECPAR](#), il s'agit d'un « mouvement irréversible ».

Les petites et moyennes entreprises qui souhaitent se positionner sur les marchés et se démarquer de la concurrence ont intérêt à porter attention aux exigences d'achat responsable et à s'adapter en se tournant vers le développement durable. Selon les entrepreneurs québécois qui intègrent le développement durable à leurs pratiques d'affaires, [les bénéfices](#) qu'on en retire sont les suivants² :

- Demeurer compétitif sur le marché canadien³.
- Décrocher des contrats ou remporter des appels d'offres.
- Renforcer la bonne réputation de l'entreprise auprès des clients, employés, banquiers et assureurs.
- Réduire les frais d'exploitation (par une utilisation optimale des ressources telles que l'eau, l'énergie et la matière première).
- Démontrer qu'on contribue à la santé publique et à la protection de l'environnement.

¹ Les termes *acquisition responsable*, *approvisionnement responsable* ou *acquisition écoresponsable* sont également utilisés dans ce sens. De plus, partout dans ce document, nous utiliserons le terme *développement durable* pour référer aux mesures prises par les organisations pour exercer leurs activités d'une manière durable sur les plans économique, social et environnemental. Les termes *responsabilité sociale des entreprises*, *responsabilité sociétale* et *responsabilité d'entreprise* sont souvent utilisés dans le même sens.

² Synthèse tirée de rapports sur les défis du développement durable des PME produits par le Réseau entreprise et développement durable (REDD), et de témoignages d'entrepreneurs québécois ayant intégré le développement durable à leurs activités ([SERIC](#)).

³ Le gouvernement fédéral a signé l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne le 30 octobre 2016. Or, les entreprises européennes se conforment aux exigences environnementales et sociales des donneurs d'ordres depuis plus de 10 ans déjà.

1.1. L'achat responsable au Québec et ailleurs

L'achat responsable devient un modèle au Québec, dans les autres provinces canadiennes, ainsi qu'ailleurs dans le monde, tous secteurs d'activité confondus : industriel et manufacturier, commerce de détail, transport, construction, agroalimentaire. Voici quelques exemples qui vous en convaincront.

ENTREPRISES ET INSTITUTIONS DU QUÉBEC

Détaillants

- Le quincaillier RONA a tracé la voie au Québec, notamment en mettant en place un programme de formation et un [guide visant à appuyer ses fournisseurs voulant développer des produits écoresponsables](#). Les fournisseurs sont invités dans ce guide à proposer leurs produits certifiés (des écolabels sont visés), ainsi que leurs produits qui offrent un ou plusieurs avantages environnementaux (tels que l'absence de nocivité sur la santé humaine, le pourcentage de matières recyclées, les économies d'eau et d'énergie, l'emballage réduit et la génération minimale de déchets).
- Le [programme d'achat local de Metro](#) est implanté au Québec. Dans le cadre du volet « produits régionaux » déployé dans huit régions du Québec, les fournisseurs de produits agroalimentaires sont invités à enregistrer leurs produits auprès de l'organisme [Aliments du Québec](#), et à les faire connaître par la [Table de concertation agroalimentaire](#) de leur région. Cette table de concertation, après avoir vérifié que les produits et fournisseurs correspondent à certains critères, les fera connaître par les marchandiseurs de Metro. Les produits pourraient se trouver bien en vue en magasin.

Encadré 1 – Plusieurs facteurs expliquent la tendance vers l'achat responsable

1. Dès 2006, la Loi sur le développement durable du Québec (RLRQ, chapitre D-8.1.1) et la Stratégie gouvernementale de développement durable ont amené le gouvernement du Québec à mettre en place l'achat responsable au sein de son administration, ce qui a eu un effet d'entraînement sur la société en général.
2. Influencés par leurs valeurs, leurs parties prenantes et leurs clients, de plus en plus d'entreprises et de détaillants québécois intègrent le développement durable dans leurs pratiques d'affaires. En 2013, 22 % des entreprises du Québec avaient adopté des démarches de développement durable, soit une progression de 8 points de pourcentage par rapport à 2010. Les pratiques d'achat et chaînes d'approvisionnement n'y échappent pas : 60 % des répondants au [Baromètre de l'achat responsable](#) pratiquaient l'achat responsable en 2012, et 90 % en 2016.
3. Les référentiels et certifications du développement durable incluent des clauses qui touchent les approvisionnements, ce qui contraint les organisations qui souhaitent s'y conformer à pratiquer l'achat responsable. Par exemple :
 - la certification [ISO 14000](#), version 2015, requiert la mise en place d'actions visant à maîtriser les risques environnementaux et sociaux liés aux approvisionnements;
 - la [version 4 de la certification du bâtiment durable LEED](#) requiert qu'une politique d'achat responsable et des critères environnementaux soient en place pour les cinq principales catégories de produits acquis;
 - la [version 4 du référentiel de reddition de compte Global Reporting Initiative \(GRI\)](#) exige que les risques environnementaux et sociaux liés aux principaux fournisseurs des organisations soient décelés et rapportés, et que les pratiques en place pour les maîtriser soient précisées.

Sociétés de transport

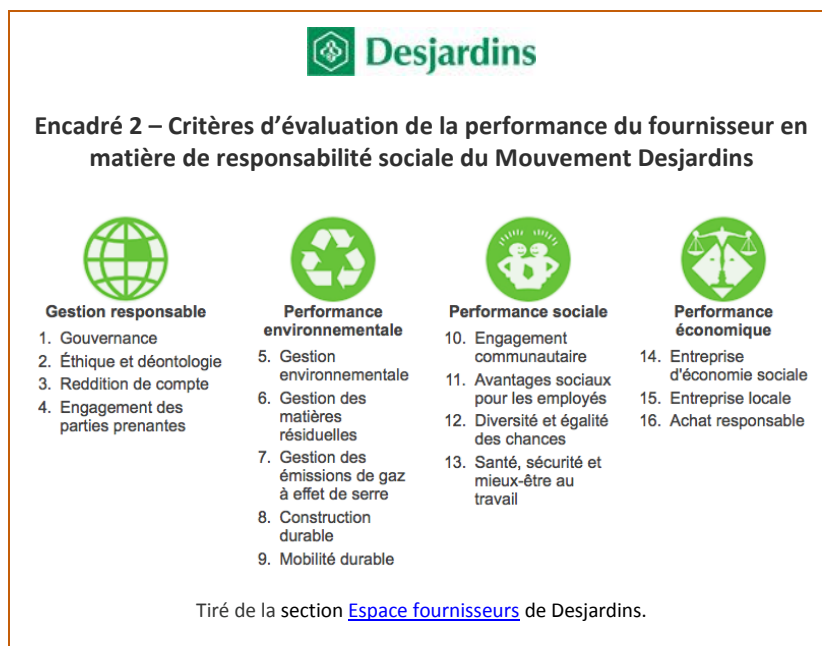
- Fortement interpellée par les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Québec, la STM, par le chantier « S’approvisionner de façon responsable » de son Plan de développement durable 2020, vise à ce que 90 % de ses contrats intègrent des critères de développement durable d’ici 2020. La Société a adopté le [Plan d’action structuré en matière d’approvisionnement responsable](#), et se donne les moyens d’évaluer d’année en année ses avancées.

Distribution d’énergie

- Hydro-Québec a été la pionnière au Québec en exigeant du papier 100 % recyclé, blanchi sans chlore et certifié selon les normes du [Forest Stewardship Council](#) (FSC). Des clauses environnementales ont été intégrées aux achats de biens et services, et notamment à plusieurs produits d’usage courant tels que les absorbants, les produits d’éclairage, le mobilier de bureau et les électroménagers. Le [Code de conduite des fournisseurs](#) est une partie intégrante des documents contractuels de la société d’État.
- Pour lutter contre les changements climatiques, Gaz Métro a l’intention de « *consommer mieux et moins* », notamment en repérant et en réduisant les principales sources d’émission de GES sur ses chaînes d’approvisionnement. L’entreprise s’étant engagée à devenir un influenceur pour ses fournisseurs, une [démarche d’approvisionnement responsable](#) a été amorcée, et un [code de conduite](#) précise dorénavant les comportements attendus des fournisseurs en matière de développement durable.

Services financiers et bancaires

- Desjardins privilégie, pour l’acquisition de ses biens et services, des organisations responsables sur les plans économique, social et environnemental. La sélection des fournisseurs se base donc sur une évaluation objective de la performance, et ce, selon 16 critères (voir encadré 2). Une section a été mise en ligne, sur le site de l’entreprise, afin de fournir de l’information à ses fournisseurs.



Réseau de l'éducation

- L'Université McGill a créé un poste spécialement consacré à l'achat responsable, un effort récompensé par deux prix prestigieux reçus en 2015 pour son [Plan stratégique en approvisionnement responsable](#). Les entreprises intéressées à faire affaire avec McGill doivent adhérer aux principes socioéconomiques, éthiques et environnementaux contenus dans le code de conduite des fournisseurs de l'Université. Ce code inclut des clauses sur le bien-être des animaux.
- Chaque année, l'Université Laval acquiert pour plus de 115 millions de dollars en biens et services. En adoptant des pratiques d'approvisionnement responsable, elle souhaite avoir un effet majeur sur le développement durable de la société. Le déploiement de l'offre alimentaire responsable dans les différents points de service de l'Université est son action phare.

MARCHÉS PUBLICS DU QUÉBEC

- **Gouvernement du Québec** : la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020 vise à ce que 50 % des ministères et organismes intègrent d'ici 2020 des considérations écoresponsables dans leur politique interne de gestion contractuelle ou élaborent une politique d'acquisition écoresponsable. Les ministères et organismes sont invités à mettre en valeur les technologies propres et à acheter, lorsque possible, auprès d'entreprises d'économie sociale et collective. À l'instar des pays européens, le gouvernement du Québec prépare pour son administration un plan d'achat responsable. Ses priorités : la réduction des émissions de GES et des coûts totaux de possession.
- Les **municipalités québécoises** telles que les villes de Montréal et de Longueuil font une place importante à l'achat responsable. Le [plan Montréal durable](#) 2016-2020 prévoit « *privilégier des fournisseurs respectant des pratiques de développement durable* », et la [Politique d'approvisionnement responsable de la Ville de Longueuil](#) prévoit faire équipe avec les fournisseurs pour cibler les solutions qui, en même temps, sont les plus respectueuses de l'environnement et répondent aux besoins des requérants.

Qu'est-ce que le coût total de possession ou de propriété?

Les entreprises qui se démarquent de leurs concurrents sont celles qui réussissent à fournir une valeur ajoutée au consommateur, et ce, tout au long du cycle de vie d'un produit, c'est-à-dire de sa conception jusqu'à la fin de sa vie utile. En ce sens, l'entreprise doit être en mesure de bien comprendre le coût de son produit sur l'ensemble de son cycle de vie (coût total de propriété) et de le mettre en valeur auprès du client. À titre d'exemple, il pourrait être approprié pour un client de payer plus cher lors de l'acquisition d'un produit écoresponsable, si on lui démontre qu'il pourra réduire les risques et les coûts d'entreposage, sa consommation d'énergie, et les coûts de gestion des déchets à la fin de l'utilisation du produit, par rapport à l'offre d'un concurrent.

AILLEURS AU CANADA ET DANS LE MONDE

- L'**appareil gouvernemental canadien** a la [Politique d'achats écologiques](#), en vigueur depuis 2006.
- Les **provinces canadiennes** sont actives, notamment le [Manitoba](#), la [Nouvelle-Écosse](#) et la [Colombie-Britannique](#).
- Les **pays de l'Union européenne** détiennent une forte longueur d'avance. À partir de 2004, la plupart d'entre eux ont mis en place des plans d'achat durable. En 2014, la France a rendu public son deuxième [Plan national d'action pour les marchés publics durables](#) (2015-2020).
- Le **gouvernement des États-Unis** achète pour plus de 450 milliards de dollars en biens et services chaque année. Lois, décrets présidentiels et réglementation des marchés exigent des organismes fédéraux qu'ils achètent des produits et services « verts ». Un message clair est transmis aux fournisseurs : « *En concevant et en fabriquant des produits plus écologiques, votre entreprise va améliorer la santé publique et l'environnement, et elle va acquérir un avantage compétitif essentiel.* »

2. PME : COMMENT PASSER À L'ACTION ET DEVENIR UN FOURNISSEUR RESPONSABLE

Sur la base des résultats du [Baromètre de l'achat responsable 2016](#), qui mesure les avancées en matière d'achat responsable des organisations québécoises, et de la consultation de donneurs d'ordres actifs en la matière, la section suivante fournit des questions, des recommandations et de l'information pour les entrepreneurs qui souhaitent être reconnus comme des fournisseurs responsables.

2.1. Évaluer si votre entreprise est concernée

Pour évaluer si votre entreprise peut accéder aux marchés comportant des exigences d'achat responsable, répondez aux cinq questions suivantes. Si vous répondez par l'affirmative à l'une ou l'autre de ces questions, votre entreprise aurait fort probablement avantage à améliorer sa performance en matière de développement durable, ou ses actions de marketing et de mise en marché en la matière.

| Questions | Suggestions pour vous aider à répondre aux questions |
|---|---|
| 1. Est-ce que le développement durable est important pour mes clients? Est-ce qu'ils pratiquent l'achat responsable? | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultez les sites Web de vos clients (voir les exemples à la section 2.2). ➤ Questionnez vos clients au sujet des exigences de développement durable qu'ils ont intégrées à leurs pratiques d'achat. Votre intérêt attirera leur attention; ils pourraient même vous impliquer dans leur processus de consultation. Selon le Baromètre de l'achat responsable 2016, 51 % des organisations consultent leurs fournisseurs dans le cadre du développement de leurs politiques et pratiques d'achat responsable. ➤ Pour déterminer quels sont les mots clés à rechercher, consultez la section 2.3 de ce document, qui présente les différentes pratiques des donneurs d'ordres et fournit des exemples. |
| 2. Est-ce que mes concurrents offrent des produits et services responsables? Détiennent-ils des certifications? Communiquent-ils leurs actions visant à améliorer leur propre performance? | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultez les sites Web de vos concurrents. ➤ Consultez la liste des entreprises certifiées ICI ON RECYCLE! ainsi que le Répertoire de produits et de services écoresponsables de la Direction générale des acquisitions du Centre de services partagés du Québec (DGACQ). |
| 3. Est-ce que les produits et services que vous offrez sont déjà ciblés par l'achat responsable? Est-ce qu'ils pourraient représenter des risques sociaux ou environnementaux pour vous ou vos clients? | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultez la section 3.2, qui présente les produits et services visés par l'achat responsable. ➤ Consultez la section 2.3, qui présente les fiches d'achat responsable précisant les critères exigés pour les produits et services ainsi que les critères exigés par les certifications. ➤ Évaluez les efforts requis pour que vos produits et services se qualifient en fonction de ces exigences. ➤ Consultez la section 3.1, qui précise les enjeux du développement durable qui préoccupent le plus les donneurs d'ordres. ➤ Évaluez les efforts requis pour répondre aux questions concernant l'origine des produits que vous offrez, ou concernant les conditions de santé et sécurité au travail dans lesquelles ils sont fabriqués. |

| Questions | Suggestions pour vous aider à répondre aux questions |
|--|---|
| 4. Y a-t-il des produits ou services que vous offrez, ou encore des processus de production ou de distribution, que vous pourriez mettre en valeur pour démontrer vos bons coups sur le plan social, environnemental ou économique? | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Votre entreprise distribue-t-elle des biens et services dont la performance en matière de développement durable pourrait être mise en valeur auprès de vos clients? – Voyez des exemples d’organisations qui mettent en valeur leur offre responsable : JustWater, Entreprises Rolland, Groupe Lavergne, Volton, EBI. ➤ Pourriez-vous démontrer à vos clients que vos produits représentent des coûts totaux de propriété avantageux par rapport à l’offre de la concurrence? Consultez cet exemple de calculateur pour les imprimantes pour mieux comprendre de quoi il s’agit. ➤ Est-ce que vos produits et services pourraient être certifiés? Pour vous aider à vous y retrouver, consultez le Guide des certifications que la STM rend disponible pour contribuer à l’avancement du développement durable. ➤ La plupart des entreprises ne partent pas de nulle part en matière de développement durable. Remplissez les grilles d’autodiagnostic de la norme BNQ 21000 pour voir ce que vous faites déjà en matière de développement durable, de même que les éléments que vous pourriez améliorer. |
| 5. Quelles sont les actions qui peuvent être réalisées pour améliorer votre performance en développement durable, et ainsi améliorer votre stratégie marketing en vue de vous démarquer auprès de vos clients? Questionnez à ce sujet vos parties prenantes (ex. : employés, clients ou fournisseurs). | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Outre les bénéfices économiques (ex. : gain de productivité, économies de matières premières, économies d’énergie), il est démontré qu’une démarche d’intégration du développement durable dans la stratégie d’affaires a notamment des effets indirects sur la motivation et la rétention des employés, l’image de l’entreprise et la gestion des risques de l’entreprise. La section FAQ sur le développement durable en entreprise du site Web du MESI pourra vous aider à savoir par où commencer pour améliorer votre performance sociale et environnementale. ➤ Prenez connaissance des programmes existants qui pourraient appuyer vos démarches, tels que les subventions pour encourager l’efficacité énergétique ou les prêts écoénergétiques des institutions financières. ➤ Le répertoire des outils et des programmes en développement durable d’Entreprises Québec est une source d’information importante pour alimenter votre réflexion. ➤ Ayez recours aux experts en la matière : <ul style="list-style-type: none"> – Les conseillers et bureaux régionaux du MESI peuvent vous diriger vers les bonnes ressources pour vous accompagner. – Le répertoire des experts du Fonds d’action québécois pour le développement durable recense les professionnels qui peuvent vous aider dans votre stratégie d’affaires durable. |

Encadré 3 – Bénéfices du développement durable selon des entrepreneurs actifs en la matière

« Pour nous, le développement durable est une pierre angulaire pour être compétitifs dans nos marchés. C'est un moyen de nous différencier. »

Germain Archambault, [Groupe Lavergne](#) – Production de résine d'ingénierie

« En fabriquant des produits durables ou en les réparant, nous aidons nos clients à réduire leur consommation d'éléments chauffants tout en leur permettant d'avoir des prix concurrentiels. Les résultats se sont déjà fait sentir sur le plan économique. »

Françoise Grenon, [Volton](#) – Production d'éléments de chauffage électrique

« On a assaini nos activités, malgré un budget très restreint. Le développement durable est positif pour notre image. On nous voit autrement que comme un simple garage, et la clientèle apprécie grandement nos actions. »

Bruno Leroux, [Arleco](#) – Conseils et soins mécaniques

« On voulait avoir un projet d'entreprise qui puisse parler à tous les employés. On est allés chercher l'engagement des gens pour que ce soit les employés qui participent à forger la vision et la charte de l'entreprise. »

Greg Laflamme, [Vestshell](#) – Fabricant de pièces de précision par coulée

2.2. Savoir où trouver les exigences d'achat responsable des clients

Les moyens utilisés par les donneurs d'ordres pour communiquer les exigences de développement durable qu'ils intègrent à leurs processus d'achat sont, par ordre d'importance, les suivants :

1. Les appels d'offres sur le [Système électronique d'appel d'offres \(SEAO\) du gouvernement du Québec](#), [Achats et ventes du gouvernement du Canada](#) et [MERX](#).
2. Les politiques et plans de développement durable ou d'achat responsable des gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, tels que ceux du [gouvernement du Québec](#), du [gouvernement du Canada](#), de la [Ville de Montréal \(Montréal durable 2016-2020\)](#) et de la [Ville de Longueuil](#).
3. Certaines sections sur les sites Web des centrales d'achat des gouvernements du Québec ([DGACQ](#)) et du Canada ([Services publics et approvisionnement Canada](#)).
4. Les sections réservées aux fournisseurs, ou au développement durable, sur les sites Web des entreprises (ex. : [Desjardins](#), [Loto-Québec](#), [Metro](#)).
5. Les avis d'intention aux fournisseurs.

Dans tous les cas, les plans d'action ou les politiques de développement durable, environnementales ou de responsabilité sociale de l'entreprise vous seront de précieuses sources d'information pour savoir quels sont les éléments les plus importants aux yeux de vos clients (ex. : réduction des émissions de GES ou santé des travailleurs) et en fonction desquels il sera intéressant de positionner votre entreprise.

2.3. Connaître les pratiques et le vocabulaire de l'achat responsable

Pour savoir si l'achat responsable est important pour vos clients, une première étape est de comprendre les pratiques d'achat responsable en place et de connaître la façon de les nommer. À cet effet, vous pouvez consulter le [Lexique du développement durable en entreprise](#) sur le site Web du MESI. De plus, le tableau suivant présente les principaux moyens utilisés par les organisations pour mettre en œuvre l'achat responsable, ainsi que des exemples.

| Pratiques d'achat responsable des organisations | | |
|--|---|--|
| % = pourcentage des organisations qui utilisent ces pratiques selon le Baromètre de l'achat responsable 2016 | | |
| Moyens utilisés | Ce dont il s'agit | Exemples (organisations canadiennes) |
| 1. Identification des risques environnementaux, sociaux et économiques liés aux achats (55 %) | <ul style="list-style-type: none"> – Identification des risques et conséquences associés aux biens, services et fournisseurs – Idéalement, cette information est partagée avec les fournisseurs. | Analyse préliminaire des risques potentiels des fournisseurs de Gaz Métro – 2013 |
| 2. Adaptation des politiques d'achat pour y intégrer des critères de développement durable (70 %) | <ul style="list-style-type: none"> – Diffusion de documents qui présentent la signification de l'approvisionnement responsable pour une organisation – Ces documents précisent les enjeux du développement durable qui sont jugés prioritaires pour les chaînes d'approvisionnement ainsi que les pratiques et approches à implanter. | Politiques intégrant les engagements en achat responsable : Cirque du Soleil Université Laval Ville de Longueuil Ville de Montréal |
| 3. Diffusion d'un code de conduite des fournisseurs (28 %) | <ul style="list-style-type: none"> – Les codes de conduite précisent les comportements exigés des fournisseurs en matière de développement durable et de pratiques d'affaires responsables. – Les contrats qui lient les fournisseurs exigent souvent la signature de ces codes (35 %). D'autres clauses de durabilité peuvent également être intégrées aux contrats. | Codes de conduite : Bombardier Desjardins Gaz Métro Hydro-Québec Loblaws Université McGill |
| 4. Sélection de produits et services basée sur des certifications (57 %) | <ul style="list-style-type: none"> – Utilisation de certifications qui garantissent la conformité de certains produits à des exigences environnementales ou sociales – Les cahiers des charges de ces certifications définissent les critères de développement durable exigés pour des dizaines de produits. | Commerce équitable : Fairtrade Multiproduits : ECOLOGO Papier et bois : FSC Santé et sécurité au travail : OHSAS 18001 |
| 5. Sélection de produits et services basée sur des critères environnementaux, sociaux et économiques (45 %) | <ul style="list-style-type: none"> – Utilisation de critères environnementaux, sociaux et économiques pour des produits et services déterminés (45 %) – Les critères sont établis en consultant des fiches d'achat responsable (55 %) ou sont basés sur les points chauds ciblés sur la base d'une approche « cycle de vie » (22 %). | Fiches d'achat responsable de l'ECPAR présentant les critères exigés pour des produits tels que les fournitures de bureau, les matériaux de réfection de mur et plusieurs services (fiches de l'ECPAR) Guide des principes et mesures de l'approvisionnement responsable de la STM Présentation de l'analyse de cycle de vie par les Entreprises Rolland |

| Pratiques d'achat responsable des organisations | | |
|--|--|--|
| % = pourcentage des organisations qui utilisent ces pratiques selon le Baromètre de l'achat responsable 2016 | | |
| Moyens utilisés | Ce dont il s'agit | Exemples (organisations canadiennes) |
| 6. Calcul des coûts totaux de propriété (25 %) | – Élargissement de la notion de « prix à l'achat » en ajoutant au calcul les frais afférents encourus pour la durée de possession (coûts d'utilisation d'énergie, d'entretien, de disposition en fin de vie utile) | Calculateur de coûts totaux de propriété pour les achats d'imprimantes (ECPAR) |
| 7. Évaluation de la performance des fournisseurs (26 %) | – Évaluation de la performance environnementale et sociale des fournisseurs sur la base de questionnaires – Vérifications sur les lieux de production | Questionnaire d'auto-évaluation des fournisseurs (Ceres – En anglais seulement) Programme de vérification des usines de Mountain Equipment Coop (MEC) Section Espace fournisseurs du Mouvement Desjardins Services d'évaluation de la performance des fournisseurs : EcoVadis et Cognibox |
| 8. Collaboration avec les fournisseurs (26 %) | – Démarche en vue d'intéresser les fournisseurs au développement durable, de collaborer avec eux ou de reconnaître leurs efforts à ce sujet | Prix Cascades des fournisseurs performants en développement durable Projet pilote BNQ21 000 (Alcoa) |

3. LES EXIGENCES D'ACHAT RESPONSABLE DES DONNEURS D'ORDRES EN 2016

La section qui suit présente les principales exigences d'achat responsable mises en place par les grandes entreprises et organisations, selon les données du [Baromètre de l'achat responsable 2016](#)⁴. Le pourcentage des organisations qui utilisent ces pratiques est indiqué, ce qui permet de situer leur importance sur le marché.

3.1. Enjeux du développement durable les plus souvent cités

En plus de leurs critères d'achat habituels, les enjeux auxquels les donneurs d'ordres accordent le plus d'attention dans leurs engagements d'achat responsable sont les suivants.

- Santé et sécurité au travail (29 %)
- Émissions de GES (29 %)
- Gestion des matières résiduelles (29 %)
- Consommation énergétique (26 %)
- Respect des conditions de travail (25 %)
- Optimisation de la matière première (22 %)

Encadré 4 – BONNE NOUVELLE! Vous pourriez faire des économies





Les enjeux dont la maîtrise permet de réduire les frais de fonctionnement (**consommation d'énergie, gestion de la matière résiduelle, optimisation de la matière première**) sont ceux qui sont le plus souvent mentionnés dans les démarches d'achat responsable des donneurs d'ordres.

En adaptant vos pratiques à ces exigences d'achat responsable, non seulement vous devenez **plus compétitif sur le marché**, mais vous pourriez **faire des économies!**

⁴ Soixante-seize organisations ont participé au [Baromètre de l'achat responsable 2016](#), réparties comme suit : entreprises (45 %); organismes ou ministères des gouvernements du Québec et du Canada (37 %); municipalités (12 %); ONG (6 %). Dix-huit pour cent de ces organisations sont situées au Canada, à l'extérieur du Québec.

3.2. Critères et certifications applicables aux produits, services et fournisseurs

Certains donneurs d'ordres accordent jusqu'à 10 points sur 100 pour la performance en développement durable. Les critères et certifications qui suivent sont ceux qu'ils exigent le plus souvent.

| Produits les plus touchés par l'achat responsable en 2016 | Critères d'achat responsable et certifications les plus utilisés (en lien avec les produits et services mentionnés) | | |
|--|--|---|---|
| | Critères | Certifications | |
| <ul style="list-style-type: none"> Papier Cartouches d'encre Produits nettoyants Éclairage et luminaires Papier hygiénique Énergie Équipement informatique Mobilier de bureau Véhicules légers Emballage | <ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de matières recyclées (43 %) Performance énergétique (38 %) Usage de produits chimiques ou toxiques (24 %) |  | Energy Star : efficacité énergétique des produits qui utilisent de l'électricité. |
| | |  | FSC : gestion durable des forêts. S'applique au papier et aux produits du bois. |
| | |  | ECOLOGO : enjeux environnementaux liés à plusieurs catégories de produits. |
| | |  | Electronic Product Environmental Assessment Tool (EPEAT) : enjeux environnementaux des produits électroniques. |

| Une hausse de l'achat responsable de ces services est à prévoir en 2017 | Critères et certifications le plus souvent utilisés en lien avec ces services ou les produits qu'ils utilisent | | |
|---|---|--|--|
| | Critères | Certifications | |
| <ul style="list-style-type: none"> Événementiel Hébergement Traiteurs Franchises alimentaires | <ul style="list-style-type: none"> Usage de pesticides (13 %) Matières biologiques (9 %) | Gestion responsable d'événements | |
| | | Clé verte (performance écologique des établissements d'hébergement touristique) | |
| | | Aliments du Québec (provenance des produits) | |
| | | Biologique | |
| | | Équitable (revenus versés aux producteurs, production agricole respectueuse de l'environnement et des conditions de travail) | |

| Critères et certifications les plus utilisés pour évaluer la performance des fournisseurs | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Certification ISO 14000 (14 %*) • Gestion environnementale (12 %) • Gestion des matières résiduelles (12 %) | <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des ressources – eau, pêche, forêt, sol (11 %) • Gestion des émissions de GES (9 %) |
| <p>Dans le cadre de leur démarche d’achat responsable, de plus en plus d’organisations favorisent les achats auprès de fournisseurs locaux, autochtones ou du secteur de l’économie sociale, ou mettent en place des mesures permettant aux entreprises des technologies propres de mettre à l’essai leurs technologies.</p> <p><u>Informez-vous sur les entreprises de ces secteurs et évaluez la possibilité de collaborer avec celles-ci.</u></p> <p><u>Vous pourriez gagner des points pour faire valoir votre offre auprès de vos clients engagés!</u></p> | |
| <p>* % : pourcentage des organisations qui utilisent ces pratiques sur le marché, selon le Baromètre de l’achat responsable 2016.</p> | |

| Ces produits soulèvent des enjeux sociaux importants | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Produits promotionnels • Vêtements de travail | <p>Souvent issus de régions estimées à risque sur le plan du respect des droits du travail, ces produits sont une préoccupation pour les acheteurs responsables.</p> |
| <p>Soyez prêt à rendre compte sur la provenance de ces produits et de vos pratiques, pour assurer qu’ils sont le fruit du labeur de travailleurs dont les droits ont été respectés.</p> <p>Le Guide des produits promotionnels écoresponsables produit par Équiterre et la Fiche d’achat responsable de vêtements de travail de l’ECPAR pourront vous aider!</p> | |



economie.gouv.qc.ca

**Économie, Science
et Innovation**

Québec

